

Arrêté N° 2019_04210_VDM

SDI 18/149 - ARRÊTÉ DE PÉRIL GRAVE ET IMMINENT - 14, COURS SAINT LOUIS - 2, RUE DE ROME - 2, RUE ROUGET DE L'ISLE - 13001 - 201803 A0027

Nous, Maire de Marseille,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L 2131.1,

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment les articles L 511.1 à L 511.6 ainsi que les articles L 521.1 à L 521.4,

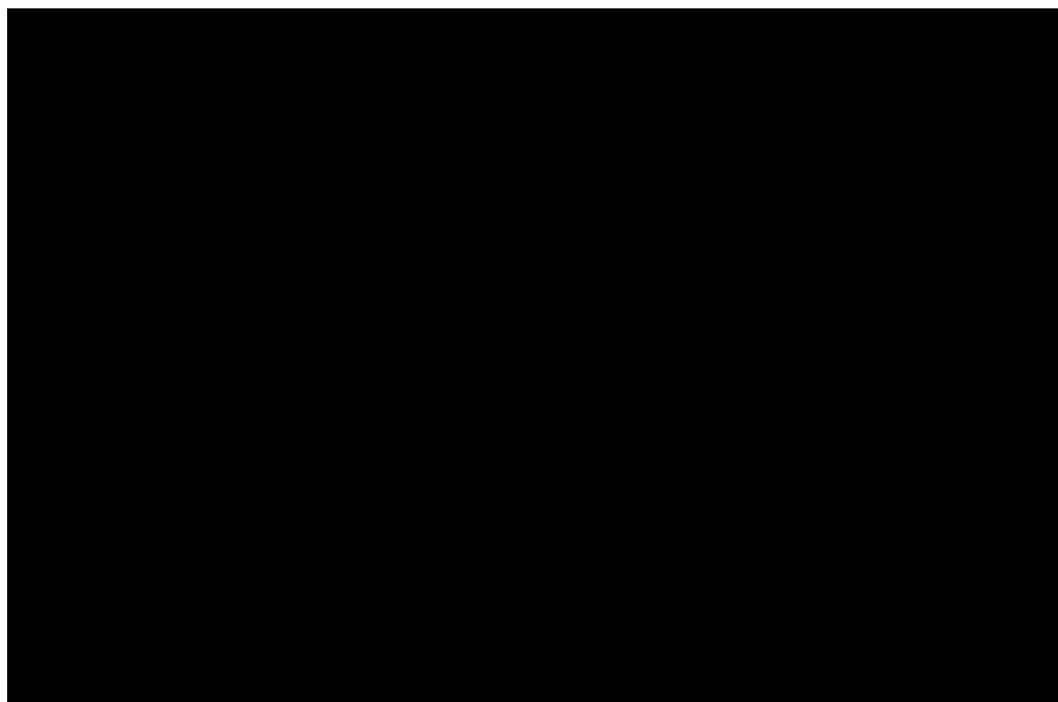
Vu les articles R 511.1 à R 511.5 du code de la construction et de l'habitation,

Vu l'article R 556.1 du code de justice administrative,

Vu l'arrêté de délégation de fonction consentie par le Maire n°14/252/SG du 14 avril 2014, à Monsieur Ruas en matière notamment de Police des Immeubles menaçant ruine et d'insécurité des équipements communs des immeubles collectifs à usage principal d'habitation,

Vu le rapport de visite du 5 décembre 2019 de Madame Corinne LUCCHESI, experte désignée par ordonnance de Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille sur notre requête,

Considérant l'immeuble sis 14, cours Saint Louis – 2, rue de Rome – 2, rue Rouget de L'Isle - 13001 MARSEILLE, référence cadastrale n°201803 A0027, Quartier Noailles, appartenant, selon nos informations à ce jour, en copropriété aux personnes et sociétés listées ci-dessous ou à leurs ayants droit :





Considérant le syndicat des copropriétaires de l'immeuble pris en la personne [REDACTED]

Considérant l'immeuble sis 4, rue Rouget de L'Isle - 13001 MARSEILLE, référence cadastrale n°201803 A0025, Quartier Noailles, appartenant, selon nos informations à ce jour, en toute propriété à [REDACTED]

Considérant que le gestionnaire de cet immeuble est pris en la personne de [REDACTED]

Considérant l'avertissement notifié le 3 décembre 2019 au [REDACTED]

Considérant le rapport susvisé, reconnaissant l'état de péril grave et imminent et constatant les

pathologies suivantes :

- les balcons sont défectueux, notamment sur les rives, et au niveau des scellements des gardes-corps. Le balcon du 1^{er} étage est poreux, imbibé d'eau, présente d'importantes fissures,
- les éléments serrurés sont rouillés, les scellements des volets sont défectueux,
- les pierres de l'ensemble des façades sont poreuses, malades, rongées, et épauffrées. Des morceaux menacent de se décrocher et de choir,
- les enduits sont fissurés et des morceaux menacent de tomber,
- les tableaux et les linteaux des baies sont épauffrés et fissurés,
- sur les façades pignons, les angles sont très détériorés, les pierres sont descellées et une descente des eaux pluviales n'est plus raccordée (pignon rue Rouget de Lisle),
- les pierres d'angle notamment entre rue Rouget de Lisle et rue de Rome sont descellées, rongées,
- à l'intérieur de l'immeuble, les planchers présentent de fortes pentes, certains sont anormalement souples notamment sur les dégagements à gauche en sortant de l'ascenseur du 2^{ème}, 3^{ème}, 4^{ème} et 5^{ème} étages ; ainsi que les appartements périphériques (particulièrement au 5^{ème}, 3^{ème} et 2^{ème} étages), avec décollement de cloison au 5^{ème} étage, et fissures sur les cloisons,
- au 1^{er} étage, dans l'appartement de l'angle rue de Rome / Rouget de l'Isle, le plancher est défectueux au niveau des encastres dans la façade des enfutages en bois (planches moisies et vermoulues)
- au 3^{ème} étage, l'appartement à gauche en sortant de l'ascenseur à l'angle rue de Rome / Rouget de l'Isle présente des affaissements de plancher avec décollements des cloisons,
- au 5^{ème} étage l'appartement de droite en sortant de l'ascenseur situé sous les combles, présente un plancher anormalement souple au niveau du seuil de la chambre et au niveau de la cuisine à proximité d'un poteau en bois, accompagné de carreaux cassés,
- au dernier niveau, sur le palier de l'ascenseur, le faux plafond est tombé partiellement. Nous apercevons la charpente et une ouverture à ciel ouvert, sans protection contre les intempéries.

Considérant le rapport susvisé, face à l'évolution des désordres constructifs relatifs à cet immeuble, préconisant les mesures suivantes afin d'assurer la sécurité des occupants et du public :

- interdire l'occupation et l'utilisation de tous les balcons de l'immeuble,
- pour les appartements, interdire le passage dans la partie commune côté gauche en sortant de l'ascenseur du 2^{ème}, 3^{ème}, 4^{ème} et 5^{ème} étages. La zone sera condamnée physiquement par des planches ou tout autre élément. Tous les appartements de ce côté de ces étages seront interdits d'accès. L'accès sera autorisé uniquement aux hommes de l'art et à l'entreprise qui devra faire les réparations,
- au 5^{ème} étage, fermer la trappe ouverte à tous vents au niveau de la toiture. Purger les dalles du faux plafond menaçant de tomber.
- interdire l'occupation et l'utilisation de l'appartement situé au 1^{er} étage, angle « rue de Rome - Rouget de l'Isle », en travaux, l'accès est réservé uniquement aux hommes de l'art,
- couper l'eau, le gaz et l'électricité de tous ces logements. Évacuer les aliments périssables.
- installer un périmètre de sécurité haut de 2 mètres, et profond de 2 mètres, le long de la façade côté rue de Rome, le long de la façade du n°2 au n°4 (inclus),

rue Rouget de l'Isle, et le long de la façade sur le ~~cours Saint-Louis jusqu'au~~ commerce (avant la porte d'entrée de l'immeuble) au moyen de GBA et de barrières Heras ; de fait, l'occupation et l'utilisation des 3 commerces situés en rez-de-chaussée côté rue de Rome et côté cours Saint-Louis seront interdites;

- concernant les mesures provisoires sur les façades, celles-ci sont partiellement protégées par un filet anti chute. Il conviendra de compléter la pose de celui-ci après avoir consciencieusement purgé les éléments non adhérents en façade. Le complément sera fait au niveau des pignons côté rue Rouget de L'isle et cours Saint Louis. Des points intermédiaires d'accrochage des filets à chacun des niveaux seront rajoutés. Vérifier le raccordement des descentes des EP à ces niveaux.
- faire mettre un platelage avec filet antirebond contre les gravois et la chute de pierres sur tout le linéaire de la parcelle, rue de Rome, rue Rouget de L'isle et Cours Saint Louis. Ce platelage sera positionné juste au-dessus du rez de chaussée.
- fournir une attestation d'un homme de l'art, une fois que toutes ces mesures provisoires seront prises.
- faire étudier par un maître d'œuvre les reprises des éléments détériorés et par tous autres bureaux d'étude si nécessaire (structure, bureau de contrôle etc...) – les façades y compris les pignons, les descentes des eaux pluviales, la vérification intégrale de tous les planchers de l'immeuble et la réfection des planchers défectueux.

Considérant que, dans le cadre de l'application de l'article L511-3 du Code de la Construction et de l'Habitation, le maire ne peut ordonner que les mesures provisoires nécessaires pour garantir la sécurité

Considérant la mise en sécurité du pignon côté rue Rouget de l'Isle et côté cours Saint-louis, en particulier sur les angles (purge des maçonneries menaçantes), réalisée et attestée le 6 décembre 2019 par l'entreprise APESANTEUR, gérée par Monsieur François BOISSON et domiciliée 1, rue de Mondovi – 13006 MARSEILLE,

Considérant que cette mise en sécurité permet de réduire le périmètre de sécurité en retour de la rue de Rome sur une longueur de 2mètre le long de la façade rue Rouget de l'Isle :

ARRÊTONS

Article 1

L'ensemble des appartements du 5ème étage, les dégagements et les appartements de la partie gauche en sortant de l'ascenseur (côté rue de Rome) des 2ème, 3ème et 4ème étages, l'appartement du 1^{er} étage à angle de la rue de Rome et de la rue Rouget de l'Isle, ainsi que les 3 commerces en rez-de-chaussée côté rue de Rome et cours Saint Louis, de l'immeuble sis 14, cours Saint Louis - 2, rue de Rome – 2, rue Rouget de L'Isle - 13001 MARSEILLE sont interdits à toute occupation et utilisation.

Les fluides (eau, gaz électricité) de ces appartements et commerces interdits d'occupation et d'utilisation doivent être neutralisés.

Ces fluides pourront être rétablis à la demande du propriétaire afin que celui-ci puisse réaliser les travaux demandés. Néanmoins, il devra s'assurer sous sa seule responsabilité que la colonne montante soit dissociée de l'alimentation générale afin que le compteur général n'alimente plus les appartements.

Article 2

L'accès à ces dégagements, appartements et commerces interdits doivent être immédiatement neutralisés par tous les moyens que jugeront utiles les copropriétaires. Ces accès ne seront réservés qu'aux seuls experts et professionnels chargés de la mise en sécurité.

Article 3

Le périmètre de sécurité sera installé par la Métropole Aix Marseille Provence, interdisant l'occupation du trottoir sur une hauteur de 2 mètres, et profond de 2 mètres le long de la façade côté rue de Rome, en retour sur une longueur de 2 mètres le long de la façade de la rue Rouget de l'Isle, et le long de la façade sur le cours Saint-Louis jusqu'au commerce (avant la porte d'entrée de l'immeuble) de l'immeuble sis 14, cours Saint Louis - 2, rue de Rome - 2, rue Rouget de L'Isle - 13001 MARSEILLE, selon le schéma (cf annexe 2), et sera conservé jusqu'à la réalisation des travaux de mise en sécurité de l'immeuble.

Article 4

Les copropriétaires doivent prendre toutes les mesures propres à assurer la sécurité publique, en faisant réaliser les travaux nécessaires d'urgence sur les désordres ci-dessus énoncés, sous **15 jours** à dater de la notification du présent arrêté notamment :

- purger consciencieusement les éléments non adhérents en façade.
- compléter la pose du filet anti-chute. Le complément sera fait au niveau des pignons côté rue Rouget de L'isle et cours Saint Louis. Des points intermédiaires d'accrochage des filets à chacun des niveaux seront rajoutés.
- faire mettre un platelage avec filet antirebond contre les gravois et la chute de pierres sur tout le linéaire de la parcelle, rue de Rome, rue Rouget de Lisle et Cours Saint Louis. Ce platelage sera positionné juste au-dessus du rez de chaussée.
- condamner physiquement le passage des dégagements côté gauche en sortant de l'ascenseur des 2ème, 3ème, 4ème et 5ème étages.
- fermer la trappe ouverte à tous vents au niveau de la toiture.
- purger les dalles du faux plafond menaçant de tomber au 5ème étage,

Article 5

Sur le rapport d'un homme de l'art (Architecte, Ingénieur, Bureau d'Etude Technique Spécialisé,...) se prononçant sur la parfaite mise en œuvre des actions prescrites par la commune sur la base du rapport d'expertise sus visé, le Maire prendra acte de la réalisation des travaux de mise en sécurité.

La mainlevée du présent arrêté ne sera prononcée qu'après **réalisation des travaux de sécurité mettant fin à l'imminence du péril. Après cela, un arrêté de péril ordinaire sera pris pour prescrire des travaux pérennes mettant fin durablement au péril.**

Article 6

A défaut par les copropriétaires ou leurs ayants droit de respecter les injonctions du présent arrêté dans les délais prescrits, la commune pourra procéder d'office à la réalisation desdits travaux, à leurs frais.

La créance résultant de ces travaux étant récupérable comme en matière de contributions directes.

Article 7

Les propriétaires doivent prendre immédiatement à leur charge l'hébergement des locataires, et ce, jusqu'à réintégration dans les lieux, après respect des injonctions imparties par le présent arrêté. A défaut, pour les propriétaires d'avoir assuré cet

hébergement provisoire (ou le relogement définitif), ~~celui-ci sera assumé par la~~
Ville de Marseille, aux frais des propriétaires défaillants.

Article 8

Les propriétaires doivent informer immédiatement la **Direction de la Prévention et de la Gestion des Risques, sis 40, avenue Roger Salengro - 13233 MARSEILLE CEDEX 20** (tél : 04 91 55 40 79 et mail suivi-hebergement@marseille.fr) des offres d'hébergement faites aux locataires et des dates prévues d'occupation de ces logements temporaires (date d'entrée et durée prévisionnelle).

Article 9

Le présent arrêté sera notifié sous pli contre signature au syndic de l'immeuble pris en la personne du [REDACTED]

Article 10

Le présent arrêté sera notifié sous pli contre signature au gestionnaire de l'immeuble sis 4, rue Rouget de l'Isle – 13001 MARSEILLE pris en la personne [REDACTED]

Article 11

Le présent arrêté sera affiché en mairie de secteur et sur la porte de l'immeuble.

Article 12

Le présent arrêté sera transmis au Président de la Métropole Aix Marseille Provence, Direction de la Voirie, au Bataillon de Marins Pompiers, à la Ville de Marseille, Service de la Mobilité et de la Logistique Urbaine, aux organismes payeurs des aides personnelles au logement, au gestionnaire du fonds de solidarité pour le logement du lieu de situation de l'immeuble.

Article 13

Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 14

Pour faire appliquer l'interdiction prévue à l'article 1 et l'article 2 du présent arrêté, la Ville de Marseille pourra recourir en tant que de besoin, au concours de la force publique.

Article 15

Le présent arrêté peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

Julien RUAS

Monsieur l'Adjoint délégué au Bataillon de
Marins-Pompiers et à la Prévention et la
Gestion des Risques Urbains

Signé le : 9 décembre 2019

Article L521-1

Modifié par Ordonnance n°2005-1566 du 15 décembre 2005 - art. 8 JORF 16 décembre 2005

Pour l'application du présent chapitre, l'occupant est le titulaire d'un droit réel conférant l'usage, le locataire, le sous-locataire ou l'occupant de bonne foi des locaux à usage d'habitation et de locaux d'hébergement constituant son habitation principale.

Le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer le relogement ou l'hébergement des occupants ou de contribuer au coût correspondant dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-1 dans les cas suivants :

- lorsqu'un immeuble fait l'objet d'une déclaration d'insalubrité, d'une mise en demeure ou d'une injonction prise en application des articles L. 1331-22, L. 1331-23, L. 1331-24, L. 1331-25, L. 1331-26-1 et L. 1331-28 du code de la santé publique, si elle est assortie d'une interdiction d'habiter temporaire ou définitive ou si les travaux nécessaires pour remédier à l'insalubrité rendent temporairement le logement inhabitable ;
- lorsqu'un immeuble fait l'objet d'un arrêté de péril en application de l'article L. 511-1 du présent code, si l'arrêté ordonne l'évacuation du bâtiment ou s'il est assorti d'une interdiction d'habiter ou encore si les travaux nécessaires pour mettre fin au péril rendent temporairement le logement inhabitable ;
- lorsqu'un établissement recevant du public utilisé aux fins d'hébergement fait l'objet de mesures destinées à faire cesser une situation d'insécurité en application de l'article L. 123-3.

Cette obligation est faite sans préjudice des actions dont dispose le propriétaire ou l'exploitant à l'encontre des personnes auxquelles l'état d'insalubrité ou de péril serait en tout ou partie imputable.

Article L521-2

Modifié par LOI n°2009-323 du 25 mars 2009 - art. 94

I.-Le loyer ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation cesse d'être dû pour les locaux qui font l'objet d'une mise en demeure prise en application de l'article L. 1331-22 du code de la santé publique à compter de l'envoi de la notification de cette mise en demeure.

Le loyer en principal ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation cessent d'être dus pour les locaux qui font l'objet d'une mise en demeure ou d'une injonction prise en application des articles L. 1331-23 et L. 1331-24 du code de la santé publique ou de mesures décidées en application de l'article L. 123-3, à compter du premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification de la mesure de police. Les loyers ou redevances sont à nouveau dus à compter du premier jour du mois qui suit le constat de la réalisation des mesures prescrites.

Pour les locaux visés par une déclaration d'insalubrité prise en application des articles L. 1331-25 et L. 1331-28 du code de la santé publique ou par un arrêté de péril pris en application de l'article L. 511-1, le loyer en principal ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation du logement cesse d'être dû à compter du premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification de l'arrêté ou de son affichage à la mairie et sur la façade de l'immeuble, jusqu'au premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification ou l'affichage de l'arrêté de mainlevée.

Dans le cas où des locaux ont fait l'objet d'une mise en demeure prononcée en application de l'article L. 1331-26-1 du code de la santé publique suivie d'une déclaration d'insalubrité prise en application de l'article L. 1331-28 du même code, le loyer ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation du logement cesse d'être dû à compter du premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification de la mise en demeure ou son affichage jusqu'au premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification ou l'affichage de l'arrêté de mainlevée de l'insalubrité.

Les loyers ou toutes autres sommes versées en contrepartie de l'occupation du logement indûment perçus par le propriétaire, l'exploitant ou la personne ayant mis à disposition les locaux sont restitués à l'occupant ou déduits des loyers dont il devient à nouveau redevable.

II.-Dans les locaux visés au I, la durée résiduelle du bail à la date du premier jour du mois suivant l'envoi de la notification de la mainlevée de l'arrêté d'insalubrité ou de péril ou du constat de la réalisation des mesures prescrites, ou leur affichage, est celle qui restait à courir au premier jour du mois suivant l'envoi de la notification de l'arrêté d'insalubrité ou de péril, de l'injonction, de la mise en demeure ou des prescriptions, ou leur affichage.

Ces dispositions s'appliquent sans préjudice des dispositions du dernier alinéa de l'article 1724 du code civil.

III.-Lorsque les locaux sont frappés d'une interdiction définitive d'habiter et d'utiliser, les baux et contrats d'occupation ou d'hébergement poursuivent de plein droit leurs effets, exception faite de l'obligation de paiement du loyer ou de toute somme versée en contrepartie de l'occupation, jusqu'à leur terme ou jusqu'au départ des occupants et au plus tard jusqu'à la date limite fixée par la déclaration d'insalubrité ou l'arrêté de péril.

Une déclaration d'insalubrité, un arrêté de péril ou la prescription de mesures destinées à faire cesser une situation d'insécurité ne peut entraîner la résiliation de plein droit des baux et contrats d'occupation ou d'hébergement, sous réserve des dispositions du VII de l'article L. 521-3-2.

Les occupants qui sont demeurés dans les lieux faute d'avoir reçu une offre de relogement conforme aux dispositions du II de l'article L. 521-3-1 sont des occupants de bonne foi qui ne peuvent être expulsés de ce fait.

Article L521-3-1

Modifié par LOI n°2014-366 du 24 mars 2014 - art. 87

I.-Lorsqu'un immeuble fait l'objet d'une interdiction temporaire d'habiter ou d'utiliser ou que son évacuation est ordonnée en application de l'article L. 511-3 ou de l'article L. 129-3, le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer aux occupants un hébergement décent correspondant à leurs besoins.

A défaut, l'hébergement est assuré dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-2. Son coût est mis à la charge du propriétaire ou de l'exploitant.

Si un logement qui a fait l'objet d'une déclaration d'insalubrité au titre du II de l'article L. 1331-28 du code de la santé publique est manifestement suroccupé, le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer l'hébergement des occupants jusqu'au terme des travaux prescrits pour remédier à l'insalubrité. A l'issue, leur relogement incombe au préfet ou au maire dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-2. En cas de défaillance du propriétaire ou de l'exploitant, le coût de l'hébergement est mis à sa charge.

II.-Lorsqu'un immeuble fait l'objet d'une interdiction définitive d'habiter, ainsi qu'en cas d'évacuation à caractère définitif, le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer le relogement des occupants. Cette obligation est satisfaite par la présentation à l'occupant de l'offre d'un logement correspondant à ses besoins et à ses possibilités. Le propriétaire ou l'exploitant est tenu de verser à l'occupant évincé une indemnité d'un montant égal à trois mois de son nouveau loyer et destinée à couvrir ses frais de réinstallation.

En cas de défaillance du propriétaire ou de l'exploitant, le relogement des occupants est assuré dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-2.

Le propriétaire est tenu au respect de ces obligations si le bail est résilié par le locataire en application des dispositions du dernier alinéa de l'article 1724 du code civil ou s'il expire entre la date de la notification des arrêtés portant interdiction définitive d'habiter et la date d'effet de cette interdiction.

Article L521-3-2

Modifié par LOI n°2014-366 du 24 mars 2014 - art. 87

I.-Lorsqu'un arrêté de péril pris en application de l'article L. 511-1 ou des prescriptions édictées en application de l'article L. 123-3 ou de l'article L. 129-3 sont accompagnés d'une interdiction temporaire ou définitive d'habiter et que le propriétaire ou l'exploitant n'a pas assuré l'hébergement ou le relogement des occupants, le maire prend les dispositions nécessaires pour les héberger ou les reloger.

II.-Lorsqu'une déclaration d'insalubrité, une mise en demeure ou une injonction prise sur le fondement des articles L. 1331-22, L. 1331-23, L. 1331-24, L. 1331-25, L. 1331-26-1 et L. 1331-28 du code de la santé publique est assortie d'une interdiction temporaire ou définitive d'habiter et que le

propriétaire ou l'exploitant n'a pas assuré l'hébergement ou le relogement des occupants, le préfet, ou le maire s'il est délégataire de tout ou partie des réservations de logements en application de l'article L. 441-1, prend les dispositions nécessaires pour assurer l'hébergement ou le relogement des occupants, sous réserve des dispositions du III.

III.-Lorsque la déclaration d'insalubrité vise un immeuble situé dans une opération programmée d'aménagement ou dans une opération d'aménagement au sens de l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme et que le propriétaire ou l'exploitant n'a pas assuré l'hébergement ou le relogement des occupants, la personne publique qui a pris l'initiative de l'opération prend les dispositions nécessaires à l'hébergement ou au relogement des occupants.

IV.-Lorsqu'une personne publique, un organisme d'habitations à loyer modéré, une société d'économie mixte ou un organisme à but non lucratif a assuré le relogement, le propriétaire ou l'exploitant lui verse une indemnité représentative des frais engagés pour le relogement, égale à un an du loyer prévisionnel.

V.-Si la commune assure, de façon occasionnelle ou en application d'une convention passée avec l'Etat, les obligations d'hébergement ou de relogement qui sont faites à celui-ci en cas de défaillance du propriétaire, elle est subrogée dans les droits de l'Etat pour le recouvrement de sa créance.

VI.-La créance résultant de la substitution de la collectivité publique aux propriétaires ou exploitants qui ne se conforment pas aux obligations d'hébergement et de relogement qui leur sont faites par le présent article est recouvrée soit comme en matière de contributions directes par la personne publique créancière, soit par l'émission par le maire ou le préfet d'un titre exécutoire au profit de l'organisme ayant assuré l'hébergement ou le relogement.

VII.-Si l'occupant a refusé trois offres de relogement qui lui ont été faites au titre des I, II ou III, le juge peut être saisi d'une demande tendant à la résiliation du bail ou du droit d'occupation et à l'autorisation d'expulser l'occupant.

Article L521-3-3

Créé par LOI n°2009-323 du 25 mars 2009 - art. 83

Pour assurer le relogement à titre temporaire ou définitif des occupants, en application du II de l'article L. 521-3-2, le représentant de l'Etat dans le département peut user des prérogatives qu'il tient de l'article L. 441-2-3.

Les attributions de logements, en application de l'alinéa précédent, sont prononcées en tenant compte des engagements de l'accord intercommunal ou départemental prévu respectivement aux articles L. 441-1-1 et L. 441-1-2.

Pour assurer le relogement à titre temporaire ou définitif des occupants, en application du I ou, le cas échéant, des III ou V de l'article L. 521-3-2, le maire peut désigner ces personnes à un organisme bailleur aux fins qu'il les loge et, en cas de refus du bailleur, procéder à l'attribution d'un logement. Les attributions s'imputent sur les droits à réservation dont il dispose sur le territoire de la commune.

Pour assurer le relogement à titre temporaire ou définitif des occupants en application du III de l'article L. 521-3-2, le président de l'établissement public de coopération intercommunale concerné peut procéder dans les conditions prévues à l'alinéa précédent. Les attributions s'imputent sur les droits à réservation dont il dispose sur le territoire de l'établissement public de coopération intercommunale.

Le représentant de l'Etat dans le département ou le maire sont réputés avoir satisfait à l'obligation de relogement s'ils ont proposé aux personnes concernées qui, faute d'offre de relogement, occupent des locaux au-delà de la date de prise d'effet de l'interdiction définitive d'habiter, un accueil dans une structure d'hébergement, un établissement ou un logement de transition, un logement-foyer ou une résidence hôtelière à vocation sociale, à titre temporaire dans l'attente d'un relogement définitif.

Article L521-3-4

Créé par LOI n°2009-323 du 25 mars 2009 - art. 93

Dans les cas prévus à l'article L. 521-1 et aux fins de faciliter l'hébergement des occupants par les propriétaires ou exploitants qui y sont tenus ou, en cas de défaillance de ceux-ci, par les autorités publiques compétentes, tout bailleur ou toute structure d'hébergement, nonobstant toute stipulation contraire, peut conclure avec toute personne, publique ou privée, la convention nécessaire à la mise à disposition de locaux ou logements, à titre d'occupation précaire.

La durée de cette convention d'occupation précaire est limitée et prend fin au plus tard au terme du mois suivant celui de la notification de l'arrêté de mainlevée de la mesure de police qui a justifié l'hébergement ou du constat par l'autorité compétente de la réalisation des mesures prescrites.

Les occupants ayant bénéficié de l'hébergement dans les conditions ci-dessus ne peuvent se prévaloir d'aucun droit au maintien dans les lieux ou à la reconduction de la convention.

En cas de refus de l'occupant hébergé de quitter les lieux à l'échéance de la convention d'occupation précaire et faute pour la personne débitrice de l'obligation d'hébergement d'avoir engagé une action aux fins d'expulsion, le représentant de l'Etat dans le département ou le maire, selon le cas, peut exercer cette action aux frais du propriétaire ou de l'exploitant tenu à l'obligation d'hébergement.

Article L521-4

Modifié par LOI n°2009-526 du 12 mai 2009 - art. 125

I.-Est puni de trois ans d'emprisonnement et d'une amende de 100 000 euros le fait :

-en vue de contraindre un occupant à renoncer aux droits qu'il détient en application des articles L. 521-1 à L. 521-3-1, de le menacer, de commettre à son égard tout acte d'intimidation ou de rendre impropres à l'habitation les lieux qu'il occupe ;

-de percevoir un loyer ou toute autre somme en contrepartie de l'occupation du logement, y compris rétroactivement, en méconnaissance du I de l'article L. 521-2 ;

-de refuser de procéder à l'hébergement ou au relogement de l'occupant, bien qu'étant en mesure de le faire.

II.-Les personnes physiques encourent également les peines complémentaires suivantes :

1° La confiscation du fonds de commerce ou des locaux mis à bail ;

2° L'interdiction pour une durée de cinq ans au plus d'exercer une activité professionnelle ou sociale dès lors que les facilités que procure cette activité ont été sciemment utilisées pour préparer ou commettre l'infraction. Cette interdiction n'est toutefois pas applicable à l'exercice d'un mandat électif ou de responsabilités syndicales.

III.-Les personnes morales déclarées responsables pénalement, dans les conditions prévues par l'article 121-2 du code pénal, des infractions définies au présent article encourent, outre l'amende suivant les modalités prévues par l'article 131-38 du code pénal, les peines prévues par les 2°, 4°, 8° et 9° de l'article 131-39 du même code.

La confiscation mentionnée au 8° de cet article porte sur le fonds de commerce ou les locaux mis à bail.

Lorsque les poursuites sont effectuées à l'encontre d'exploitants de fonds de commerce aux fins d'hébergement, il est fait application des dispositions de l'article L. 651-10 du présent code.

ANNEXE 2

PÉRIMÈTRE DE SÉCURITÉ IMPACTANT LA VOIE PUBLIQUE

DEVANT L'IMMEUBLE SIS 14, COURS SAINT LOUIS - 2, RUE DE ROME - 2, RUE ROUGET DE L'ISLE - 13001 MARSEILLE

Périmètre de sécurité au moyen de GBA et de barrières Heras sur une profondeur de 2 mètres, et une hauteur de 2 mètres :

- le long de la façade côté rue de Rome,
- en retour de 2 mètres le long de la rue Rouget de L'Isle,
- le long du cours Saint-Louis jusqu'au droit de la porte de l'immeuble sis 14, cours Saint Louis

